

EXPRESSIONS

GAUCHE CITOYENNE (Majorité municipale)

Texte non parvenu.

ÉLUS SOCIALISTES (Majorité municipale)

Texte non parvenu.

COMMUNISTES ET PARTENAIRE (Majorité municipale)

LE TRAIN ET LE CETA

Les Orlysiens comme les habitants des villes voisines vont voir leur qualité de vie impactée par deux décisions gouvernementales prises en plein dérèglement climatique.

Chaque soir, un train partait de Perpignan pour livrer au Marché d'intérêt National de Rungis des centaines de tonnes de fruits et légumes.

Il devenait urgent qu'un investissement de 25 millions soit consacré à la rénovation et modernisation des wagons.

Mais à ce jour, le train est remis sur une voie de garage. Faute d'une volonté politique de l'État de garantir l'exploitation de la ligne par la SNCF. Le transport est repris par des camions qui seront au nombre de 20 000 par an. L'air que nous respirons s'en trouvera plus pollué.

La deuxième concerne le CETA : accord de libre-échange entre l'Union Européenne et le Canada, soutenu par le Président de la République Emmanuel Macron.

Cet accord ouvre la voie à une guerre commerciale et climatique où nos paysans ont beaucoup à perdre face aux multinationales de l'agroalimentaire. C'est une catastrophe pour le monde paysan, pour notre santé et celle de nos enfants (OGM, farines animales, bilan carbone, réchauffement de la planète...).

Une opposition citoyenne massive s'est pourtant exprimée contre les décisions du gouvernement. Conforme à son attitude autoritaire, il l'a ignorée pour ne pas freiner l'appétit financier des multinationales du CAC 40 qui ont distribué 57 milliards à leurs actionnaires en 2018.

Nathalie Besniet, Karine Bettayeb, Geneviève Bonnisseau, Roselyne Charles-Elie-Nelson, Christian de Barros, Alain Girard, Marilyne Herlin, Pierre Stouvenel.

AGIR POUR ORLY (Opposition municipale)

NON À LA PRIVATISATION D'AÉROPORT DE PARIS, DONT L'AÉROPORT D'ORLY FAIT PARTIE !

Après le scandale de la privatisation des autoroutes qui a abouti à des hausses de tarifs pour les usagers et à des rentes de situation exorbitantes pour les concessionnaires, le gouvernement décide de remettre ça. Avec la loi PACTE il s'apprête à se séparer d'Aéroports de Paris, d'Engie et de la Française des jeux, qui lui rapportent pourtant quelques 800 millions d'euros par an.

Parmi ces privatisations, le cas d'Aéroports de Paris est de loin le plus préoccupant. Il s'agit d'une infrastructure stratégique, présentant des enjeux de souveraineté, de sécurité, d'aménagement du territoire et environnementaux.

Ces arguments forts ont été entendus par 248 parlementaires (130 députés et 118 sénateurs) qui ont lancé la procédure pour le référendum d'initiative populaire.

À l'issue de la période de recueil des soutiens, si le nombre d'environ 4 717 000 de signatures d'électeurs est atteint, une proposition de loi devra être débattue au parlement (à l'Assemblée et au Sénat). Si le texte est adopté un référendum viendra trancher les débats et peut-être permettre de conserver ADP sous la bannière nationale.

Pour cela il vous faut voter en ligne !

Rendez-vous sur le site «service-public.fr», tapez «RIP» dans la barre de recherche, cliquez ensuite sur le lien proposé et accédez au service.

Brahim Messaci, Lyonel Cros, Claude Sancho.

UNE NOUVELLE ÈRE POUR ORLY (Opposition municipale)

Texte non parvenu.